



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES VOSGES

**DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES**

Service de l'Environnement et des  
Risques  
Bureau de la Prévention des Risques

**- 4 SEP. 2015**

**Arrêté n° 370/2015/DDT du**  
**portant prescription du Plan de Prévention du Risque « inondation » (PPRi)**  
**concernant les crues du Côney et de ses affluents**  
**sur la commune de Fontenoy-le-Château**

Le Préfet des Vosges,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code de l'urbanisme, art. L 126-1 et R 126-1 ;
- Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment art. R126-1 ;
- Vu la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;
- Vu la loi n° 2004-811 du 13 juillet 2004 dite loi de modernisation de la sécurité civile ;
- Vu le SDAGE Rhône-Méditerranée approuvé le 20 novembre 2009 ;
- Vu l'arrêté DREAL-88PLU15PL32 du 31/07/2015 portant décision d'examen au par cas en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement annexé au présent arrêté ;
- Vu le décret du 19 février 2015 nommant M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS, Préfet des Vosges ;

CONSIDERANT la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de son exposition aux risques « inondation » sur cette commune ;

Sur Proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## Arrête

### Article 1<sup>er</sup> :

L'établissement d'un Plan de Prévention des Risques naturel "inondation" (PPRi) est prescrit sur le territoire de la commune de Fontenoy-le-Château. Cette prescription annule et remplace celle définie par l'arrêté préfectoral n°804 du 14 mars 2001.

### Article 2 :

Le périmètre mis à l'étude correspond au secteur délimité par le plan de situation annexé au présent arrêté,

### Article 3 :

La Direction Départementale des Territoires est chargée de l'instruction du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi) du Cône sur la commune de Fontenoy-le-Château ;

### Article 4 :

La concertation effectuée auprès de l'ensemble des personnes concernées (élus, population...) se fera par :

- l'envoi d'un document à la commune donnant des informations sur les PPRi (objet, composition, étapes successives) ;
- des réunions avec les élus concernés par le PPRi de la commune de Fontenoy-le-Château, pour la mise au point du zonage des risques et pour le contenu des prescriptions réglementaires ;
- la fourniture d'informations sur le PPRi, destinées à être publiées dans le bulletin municipal de la mairie si elle le souhaite ;

### Article 5 :

Le présent arrêté est notifié aux maires de la commune concernée ainsi qu'au siège de la communauté de communes du Val de Vêge et du Scot des Vosges Centrales. Il fera l'objet d'un affichage pendant un mois dans cette commune et au siège de la communauté de communes et du SCot concerné ;

### Article 6 :

Mention de cet affichage sera insérée dans deux journaux diffusés dans le Département des Vosges ;

### Article 7 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs (RAA) de l'Etat dans le département ;

### Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires, le Maire de la commune de Fontenoy-le-Château, le Président de la communauté de communes du Val de Vêge et le Président du SCot des Vosges Centrales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

Epinal, le

- 4 SEP. 2015

Pour le Préfet et par délégation Le Préfet,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Éric REQUET

### Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

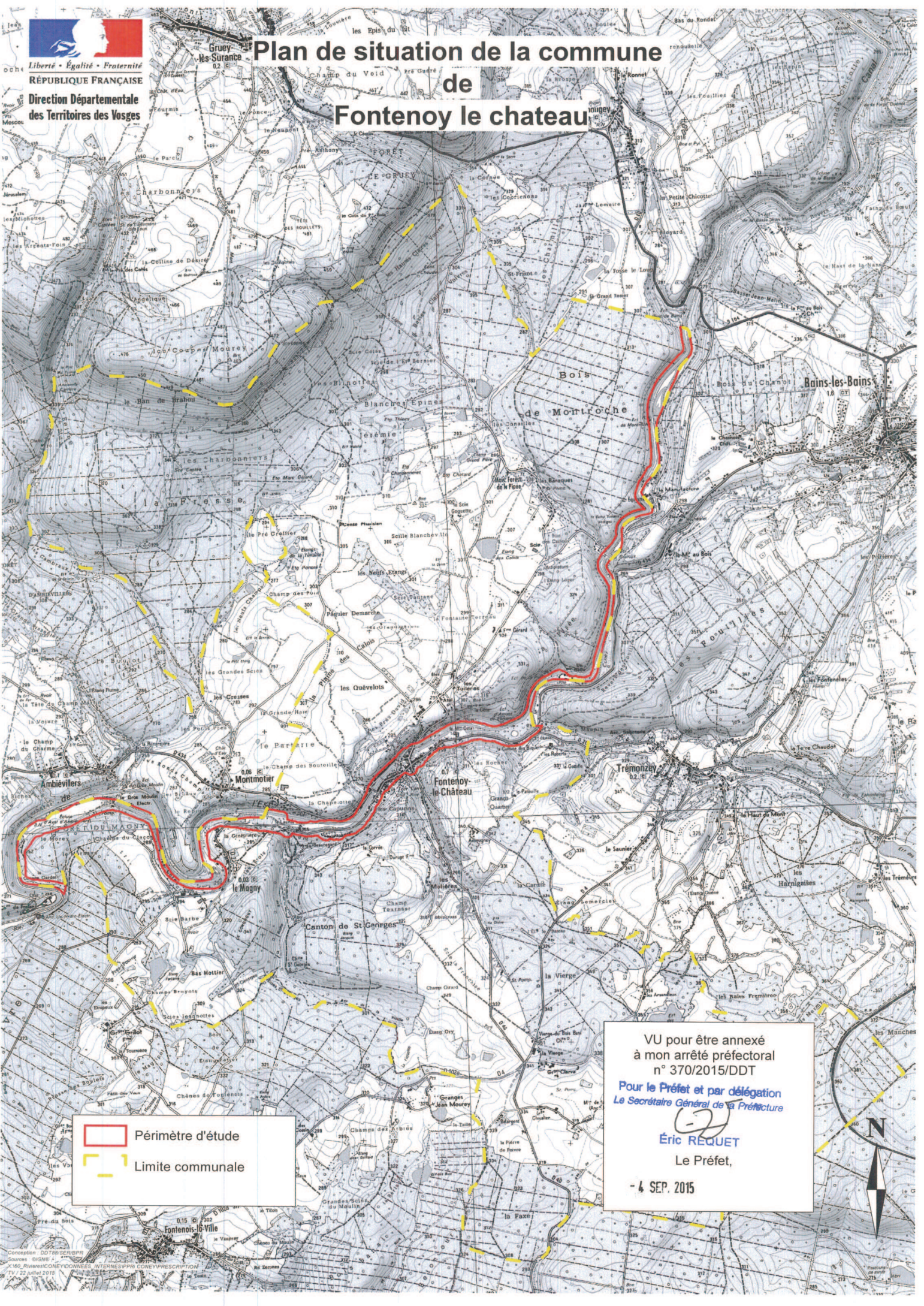







Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale  
des Territoires des Vosges

# Plan de situation de la commune de Fontenoy le château



 Périmètre d'étude  
 Limite communale

VU pour être annexé  
à mon arrêté préfectoral  
n° 370/2015/DDT  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture  
  
Eric REQUET  
Le Préfet,  
- 4 SEP. 2015





PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Lorraine

**ARRÊTÉ DREAL-88PLU15PL32**

**Portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-18 du code de  
l'environnement**

**Relative au plan de prévention des risques inondations (PPRI) du Côney de la commune de  
Fontenoy-le-Château**

Le préfet de département,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 88PLU15PL32 déposée par la Direction Départementale des Territoires des Vosges relative à la réalisation du plan de prévention des risques inondations (PPRI) du Côney de la commune de Fontenoy-le-Château, reçue et considérée complète le 22/06/2015 ;

Vu l'arrêté n°2015/627 du 09 mars 2015 portant délégation de signature du Préfet des Vosges en faveur de Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé des Vosges en date du 06/07/2015 ;

Considérant que le projet de plan de prévention des risques inondations (PPRI) du Côney sur la commune de Fontenoy-le-Château relève de l'article R122-18 du code de l'environnement précisant que la nécessité de réaliser une évaluation environnementale fait l'objet d'un examen au cas par cas et d'une décision spécifique par l'autorité compétente en matière d'environnement ;

Considérant que le plan de prévention des risques inondation n'est pas susceptible d'impact notable sur l'environnement puisque celui-ci consiste à délimiter des zonages en fonction d'une carte d'aléas inondation, et à détailler les types de zones auxquelles se réfèrent les interdictions, autorisations et prescriptions techniques permettant de construire en zone à risque ;

## Arrête :

### Article 1er

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le plan de prévention des risques inondations (PPRI) du Cône de la commune de Fontenoy-le-Château n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 III du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet de plan ou programme peut être soumis.

### Article 3

En application de l'article R.122-18 III précité, le présent arrêté sera joint au dossier d'enquête publique et publié sur le site Internet de la DREAL Lorraine.

Fait à Metz, le 31/07/2015

Pour le Préfet et par délégation,  
la directrice régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Samuel MEUNIER  
Directeur Adjoint Régional

Emmanuelle GAY

#### Voies et délais de recours

**Le recours gracieux** doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à  
Monsieur le Préfet du département des Vosges  
1 place Maréchal Foch  
88000 Épinal

**Le recours hiérarchique** doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à  
Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Grande arche  
Tour Pascal A et B  
92055 La Défense cedex

**Le recours contentieux** doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au Tribunal administratif :  
Tribunal administratif de Nancy  
5 Place de la Carrière  
54000 Nancy